

**Discours du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en RDC
Première réunion du Comité de Pilotage du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le
Développement Durable (2025–2029)**

Mardi 22 avril 2025

Excellence Monsieur le Vice Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement ;

Excellence Madame la Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères, de la Coopération Internationale et de la Francophonie, représentée,

Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux,

Mesdames, Messieurs Partenaires Techniques et Financiers,

Mesdames, Messieurs les Représentants des Agences du Système des Nations Unies,

Mesdames, Messieurs les Représentants de la Société Civile et du Secteur Privé,

Chers partenaires, Distingués invités,

C'est avec une grande satisfaction que nous lançons aujourd'hui une étape décisive dans notre partenariat pour un développement durable en RDC : la première réunion du Comité de Pilotage du nouveau Cadre de Coopération des Nations Unies pour la période 2025-2029.

Ce Cadre incarne notre partenariat stratégique et notre engagement commun en faveur d'un développement durable, inclusif et transformateur et en faveur de la paix pour tous les Congolais et toutes les Congolaises. Je tiens donc à vous remercier tous de votre présence ici aujourd'hui, et je voudrais saluer le leadership et l'engagement constant de Son Excellence Monsieur le Vice Premier Ministre, Ministre du Plan et de la Coordination de l'Aide au Développement, ainsi que de Son Excellence Madame la Ministre d'État, Ministre des Affaires Étrangères, Coopération Internationale et Francophonie, dont la co-présidence active constitue le véritable moteur pour la réussite de ce partenariat ambitieux.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le Cadre de Coopération 2025–2029 n'est pas un simple plan de travail. C'est une vision partagée et alignée sur les priorités nationales de développement pour une RDC plus résiliente, plus équitable, plus prospère, dans le respect des droits humains, de l'environnement, et des engagements nationaux et internationaux.



Ce cycle de coopération démarre alors que nous entamons la dernière ligne droite de l'Agenda 2030, pour lequel, malgré certaines avancées, la RDC demeure fortement en retard dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable. C'est un rappel puissant de l'urgence d'amplifier les efforts, de jouer sur les leviers accélérateurs, de corriger les inégalités et de veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte.

Ainsi, le processus d'élaboration du Cadre de coopération, notamment dans sa phase analytique, a permis d'identifier un certain nombre de défis structurels majeurs et de causes sous-jacentes des conflits, ces nœuds gordiens qui entravent la paix et freinent l'émergence économique et sociale de la RDC. Il s'agit notamment de la gouvernance et des réformes institutionnelles, du défi du développement humain face aux inégalités profondes, de l'urgence d'une transformation économique inclusive et durable et, en ce qui concerne plus particulièrement les conflits, des questions foncières, coutumières, d'exploitation des ressources naturelles, et de flux financiers illicites. Les défis sécuritaires actuels dans l'Est du pays rappellent également l'urgence de consolider la paix et l'État de droit, éléments indissociables du développement durable. Comme Kofi Annan aimait le répéter, il n'y a pas de paix sans développement, pas de développement sans paix, et ni paix ni développement sans droits de l'homme.

Nous devons donc relever ces défis de manière conjointe, dans une approche holistique, intégrant la société civile, les femmes, les jeunes, les acteurs économiques et les communautés, afin que chacun puisse jouer pleinement son rôle.

Excellences, chers partenaires, Distingués invités,

Le nouveau cadre de coopération valorise aussi les approches intégrées, notamment le Nexus humanitaire-développement-paix – en particulier l'approche solutions durables pour les personnes déplacées internes lorsque les opportunités se présentent. Il engage également les Nations Unies à accompagner la transition post-MONUSCO, dans une logique d'appui renforcé à la résilience et à la paix durable.

Face à ces enjeux, le Cadre de coopération 2025–2029 s'articule autour d'axes stratégiques concertés, visant à renforcer la capacité de l'État à répondre aux attentes des populations. Nous avons fait le choix d'une montée en gamme ambitieuse, en privilégiant une approche qui consolide l'appui aux politiques publiques transformatrices, en vue d'une croissance plus résiliente, plus équitable et plus verte.



Ce besoin d'une montée en gamme s'appuie sur les résultats d'une cartographie que nous avons récemment menée des capacités, expertises et présences différenciées du système des Nations Unies à travers le pays. Cette analyse nous invite à repositionner notre action, renforcer nos expertises et nos complémentarités, et optimiser notre présence territoriale pour mieux répondre aux réalités locales.

Elle implique aussi une mobilisation accrue autour des piliers essentiels que sont :

- Le renforcement des institutions et de la gouvernance ;
- Le développement du capital humain ;
- L'accélération de la transformation économique durable ;
- Et la promotion d'une gouvernance environnementale responsable.

Notre ambition est d'autant plus pertinente qu'elle est parfaitement alignée sur le Plan National Stratégique de Développement (PNSD), sur la feuille de route pour l'accélération des ODD, et sur l'Agenda 2030.

Cependant, quelle que soit sa pertinence, il est impossible d'évoquer cette ambition sans aborder la question cruciale du financement. La RDC évolue dans un contexte où les ressources budgétaires sont sous pression, et où la contraction du financement du développement à l'échelle mondiale nous oblige à repenser, comme système des Nations Unies, notre priorisation, nos stratégies d'investissement, et notre efficacité.

Ce contexte appelle aussi à appuyer et à amplifier les efforts faits par le gouvernement de la RDC en termes de mobilisation des ressources domestiques, en lien avec les priorités budgétaires de l'État. Le gouvernement pourra jouer un rôle clé dans la mobilisation de ressources pour le financement de ce Cadre, notamment par des mécanismes budgétaires alignés, mais aussi en facilitant l'accès aux instruments innovants et aux partenariats stratégiques.

Nous devons également collectivement innover, renforcer l'implication du secteur privé, et développer des coalitions d'acteurs – incluant les institutions financières internationales – pour soutenir certaines réformes structurelles et initiatives transformatrices.

A ce stade, il est important de souligner le rôle essentiel des partenaires techniques et financiers présents aujourd'hui. Votre engagement est indispensable, non seulement pour accompagner les réformes et les projets, mais aussi pour garantir une cohérence et une coordination optimales des efforts. Nous comptons sur vous pour apporter expertise, innovation et soutien financier, mais aussi pour renforcer les synergies, partager les bonnes pratiques et promouvoir une approche harmonisée.



Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le rôle de ce Comité de Pilotage est crucial à ce titre : il assure à un niveau stratégique la coordination entre le gouvernement, les agences onusiennes, les partenaires techniques et financiers et les autres parties prenantes, afin de garantir l'orientation et l'alignement des actions avec les priorités nationales, l'optimisation des ressources disponibles et le renforcement de l'impact des politiques publiques appuyées. C'est un lieu de revue régulière des résultats, et un espace de dialogue franc et continu.

Nous comptons sur l'implication de chacun pour faire de ce mécanisme un levier dynamique, réactif, et résolument axé sur les résultats. En le rendant moteur d'une dynamique ambitieuse, nous pourrions répondre efficacement aux attentes légitimes des populations congolaises.

Pour conclure, je souhaite renouveler mes remerciements à leurs Excellences ici présentes pour leur leadership, à toutes les agences, fonds et programmes des Nations Unies mobilisés au quotidien, ainsi qu'aux partenaires au développement, y compris la société civile et le secteur privé, pour leur confiance, leur engagement et leur volonté constante de bâtir ensemble une RDC plus résiliente, plus équitable, et tournée vers un avenir meilleur.

Je demeure convaincu qu'ensemble, avec engagement et détermination, nous relèverons les défis de la mise en œuvre, de la coordination et du financement. Je me réjouis des échanges riches et constructifs qui marqueront cette rencontre et vous remercie de votre attention.

